

Présidents, encore un effort !

Le jeudi matin 16 avril, la CPU s'est réunie en séance plénière pour aborder quelques-uns des dossiers brûlants pour le mouvement en cours dans la communauté universitaire. Vendredi dernier, SLU avait lancé un appel prévenant que cette réunion pouvait être considérée comme *"la CPU de la dernière chance"*. A cette lettre ouverte que nous adressions ainsi aux Présidents d'Université, la réunion de jeudi apporte plusieurs réponses. La première est que les quelques collègues venus distribuer le texte de cet appel aux Présidents d'Université devant le siège de la CPU ce jeudi se sont retrouvés en face de quelques dizaines de membres des forces de l'ordre, en tenue et en civil. Dans un premier temps, ceux-ci ont prétendu leur interdire cette distribution. Représentons-nous un tel danger pour l'ordre public et la sérénité des débats de cette auguste assemblée ? La deuxième réponse de la CPU : contrairement à ce qu'elle avait fait de façon hâtive à Brest et à ce qu'affirmait son Président encore récemment, elle n'appelle plus à la reprise des cours ni n'intervient sur la façon de valider ou non le semestre ou l'année universitaire. C'est prendre acte à raison que ces décisions-là ne sont pas de son ressort. C'est aussi reconnaître la force et la légitimité du mouvement en cours.

La troisième réponse de la CPU, la plus satisfaisante, est son communiqué sur la "réforme" de la formation et du recrutement des enseignants des premier et second degrés. La CPU reconnaît donc clairement la précipitation et l'absence de concertation qui ont présidé à la préparation de cette "réforme" essentielle pour l'Éducation Nationale. Nous nous réjouissons aussi que la CPU exige une prise de position urgente du Gouvernement à ce propos et une clarification des formes d'organisation de la préparation aux concours de recrutement pour l'année universitaire prochaine. Il faut cesser d'ajouter, comme on le fait actuellement, la confusion et l'inefficacité à l'irresponsabilité politique des Ministères concernés. Cela dit, nous attendons encore un effort de nos Présidents d'Université : qu'ils disent clairement qu'il n'est pas besoin l'an prochain de s'inscrire dans des masters qui n'existent pas et dont l'AERES a constaté l'inexistence. Qu'ils ajoutent qu'on ne saurait promettre quelque reconnaissance de M1 que soit en juin 2010 pour les lauréats aux concours, sauf à vouloir faire passer subrepticement la "réforme" ministérielle controversée. Le plus simple serait d'ailleurs que la CPU appelle les Universités françaises à ne pas appliquer la mastérisation sous la forme prévue par les Ministres en charge de ce dossier.

La quatrième réponse, dont on ne peut que se réjouir, est la remise en question des critères d'attributions des dotations budgétaires au travers du tristement célèbre système SYMPA et, surtout, l'affirmation d'un nécessaire plan pluri-annuel pour l'emploi scientifique. Mais, et c'est là que le bât blesse douloureusement, la cinquième et dernière réponse de la CPU est contenue dans ses silences sur trois des autres dossiers qui sont au cœur du mouvement des universitaires : la revitalisation des relations entre les Universités et les organismes publics de Recherche, le contrat doctoral unique et, enfin, la "réforme" du statut des enseignants-

chercheurs. Sur ce dernier point le silence est assourdissant. La CPU considère-t-elle que ce dossier est clos ? Les rumeurs insistantes sur l'examen précipité de ce texte par le Conseil d'État et son très prochain passage devant le Conseil des Ministres laissent sans doute supposer aux Présidents d'Université que l'affaire est réglée. Mais c'est là ne pas prendre la mesure du refus radical par la communauté universitaire de la modulation des services. Nous saurons le leur rappeler dans les jours et les semaines qui viennent. Nous ne devons pas perdre sur les statuts autant de temps que sur la mastérisation.

En l'absence de tout véritable débat sur les décrets incriminés, SLU demande donc la suspension de la procédure de consultation du Conseil d'État. SLU appelle en outre la communauté universitaire à poursuivre et intensifier sa mobilisation. SLU appelle enfin à prendre exemple sur nos collègues de plusieurs Universités et à faire voter dans les Conseils centraux des engagements à ne mettre en place ni modulation de service, sous quelque forme que ce soit, ni "réforme" de la formation et du recrutement des enseignants sous la forme actuelle voulue par le Gouvernement. Nous ne céderons pas. Les Présidents d'Université comme les Ministres concernés doivent le savoir.

Sauvons l'Université (17 avril 2009)

Sauvons l'Université